

## Aux racines de la crise grecque

*La crise grecque est fréquemment ramenée à une crise de la dette (de la même façon que la crise économique internationale est parfois réduite à une crise financière). Cette caractérisation mérite au moins débat. Il apparaît en effet nécessaire de prendre en compte les caractéristiques et l'histoire du capitalisme et de l'Etat grecs. L'article qui suit, après un rappel des thèses en présence sur l'analyse de la crise grecque, traite de l'évolution de la Grèce avant l'entrée dans l'euro.*

Pour les économistes « *mainstream* » (du courant dominant de la pensée économique actuelle) qui inspirent les politiques du FMI et de l'UE, la crise grecque est spécifique. Elle s'explique d'abord par des politiques budgétaires désastreuses (qui ont fait déraiser les déficits publics), assorties des déficiences structurelles de la société et de l'Etat grecs (faible capacité à recouvrer l'impôt, clientélisme, corruption, etc.).

Ce type d'explication ne renvoie ni à la crise du capitalisme international depuis 2007, ni à des évolutions structurelles du capitalisme grec. Tout au plus, la crise est-elle prise en compte comme un facteur qui a dégradé l'environnement international de la Grèce et mis en cause la qualité de la dette des pays semblant plus fragiles que d'autres. Il faut aussi remarquer que ces explications, qui mettent l'accent sur une prétendue irresponsabilité collective des Grecs, toutes classes confondues, permettent d'exonérer de leurs responsabilités ceux qui ont gouverné la Grèce depuis des décennies ainsi que les sociétés étrangères avides de marchés grecs (Siemens, Dassault, etc.), tant il est vrai que qui dit corruption dit aussi corrupteurs.

### Analyser la crise grecque

Ces positions servent de justification aux politiques impulsées par la Troïka (Commission européenne, FMI, Banque centrale européenne), qui ont abouti à un recul économique et social sans précédent sauf en période de guerre. Ces politiques sont rejetées par les économistes critiques de toutes nuances, plus ou moins radicales. Ils ne font pas abstraction de la crise actuelle du capitalisme et attribuent la forme spécifique qu'elle prend en Europe (notamment sa perpétuation alors que les USA semblent avoir redémarré) aux politiques économiques mises en œuvre dans l'Union européenne. Leurs analyses mettent également en cause l'architecture de la zone euro et prônent donc des réformes de celle-ci voire, pour certains, une rupture.

Les travaux des économistes critiques présentent indiscutablement des apports intéressants mais on peut critiquer la fixation de certains d'entre eux, surtout des keynésiens, sur la sphère de la circulation et sur les institutions. Leur principale erreur est de croire que les politiques d'austérité et de libéralisation conduites dans l'Union européenne et plus particulièrement dans les Etats supervisés par la Troïka sont absurdes et irrationnelles, alors qu'elles répondent aux intérêts des fractions dominantes du capitalisme européen.

Parmi les économistes marxistes, Costas Lapavistas (économiste et député de Syriza lié à la plate-forme de gauche et très critique des positions de Tsipras et de Varoufakis dans la négociation avec l'Union européenne) défend une position spécifique. La crise actuelle est analysée comme une crise de la financiarisation des économies capitalistes : les agents économiques (Etat, entreprises, personnes) sont de plus en plus intégrés aux circuits financiers via leur endettement ou à la détention d'actifs.. La crise est renforcée en Europe par l'architecture de la zone euro, favorable aux banques et au grand capital en général, et dont les mécanismes défavorisent les pays du Sud.

Pour expliquer la gravité particulière de la crise grecque, Lapavistas met l'accent sur quatre facteurs : « *d'abord, le secteur productif grec est particulièrement faible comme le montre l'énorme déficit de la balance courante du pays. Le capital productif grec n'est pas parvenu à s'ajuster aux conditions de la compétition dans la zone euro. Ensuite, l'Etat grec est gangrené par la corruption, l'inefficacité et le clientélisme. Ces faiblesses sont apparues au grand jour quand le pays a été frappé par la crise économique globale. Par ailleurs, l'élite politique a truqué systématiquement les informations statistiques, ce qui a réduit à néant sa crédibilité aux yeux des marchés financiers. Enfin, la taille du marché de la dette publique est réduite, ce qui a rendu plus facile une attaque par les*

*spéculateurs. ».*

Pour lui, la crise grecque actuelle ne renvoie donc pas du tout aux évolutions du taux de profit. Ce point est contestable et lui a attiré les critiques des auteurs d'un ouvrage récent d'analyse marxiste de la crise grecque (malheureusement seulement disponible en anglais).

Pourtant, la question de l'incidence de la baisse tendancielle du taux de profit dans la présente crise économique et dans son évolution est importante. Certains auteurs s'acharment à en traquer les manifestations dans tous les épisodes de la crise. Lapavistas adopte à tort le point de vue inverse.

Mais on peut penser qu'il a raison quand il critique ceux qui croiraient d'une certaine façon pouvoir faire l'économie de « *l'analyse concrète d'une situation concrète* », ceux des économistes marxistes « *qui croient que le marxisme et l'analyse marxiste du capitalisme peuvent être plus ou moins condensés dans la baisse tendancielle du taux de profit (...)* Ce ratio, pour une partie de ces gens, indique tout ce qui est nécessaire de savoir au sujet du passé, du présent et de l'avenir du capitalisme ».

La crise grecque doit être analysée dans un double contexte : les évolutions structurelles du capitalisme et de la formation sociale de la Grèce comme facteurs internes, la situation du capitalisme international et l'appartenance à la zone euro comme facteurs externes.

### **Un Etat tardif, un capitalisme spécifique**

Contrairement à ce qu'on peut souvent entendre, la Grèce n'est pas dépourvue de ressources naturelles, tant agricoles (malgré des problèmes de pente des terres et d'accès à l'eau) que minières (bauxite, nickel, etc.). Le point noir est l'énergie mais la Grèce n'a pas l'exclusivité de cette contrainte. Si la Grèce n'a connu qu'un développement capitaliste rachitique, cela renvoie avant tout à son histoire. Tant politiquement qu'économiquement, la Grèce fait figure d'Etat dominé. Certains auteurs parlent d'un néo-colonialisme avant la lettre.

L'Etat grec est un Etat tardif : la Grèce moderne naît entre 1822 et 1830 sans antécédent étatique préalable et après des siècles d'occupation turque. Les puissances étrangères imposent la monarchie sous un roi bavarois. L'administration est en partie composée de non-Grecs. Angleterre, Russie et France se proclament « puissances protectrices » et mettent de fait le pays en tutelle, en utilisant la dette extérieure : en 1869, le Premier ministre anglais, Gladstone, parle d'« *utiliser le levier de l'emprunt, à un moment propice, afin de conduire la Grèce à prendre des mesures intérieures pour une réduction réelle de ses dépenses, ce qui lui ouvrirait la voie vers plus de rigueur et de crédit (crédibilité.)* »

En effet, d'emblée, l'Etat grec a été endetté ; à plusieurs reprises, il a dû faire défaut sur sa dette. En 1893, sa dette extérieure se situait à presque 200 % de son produit intérieur brut, La dette devait servir à financer les dépenses publiques (notamment les importantes dépenses militaires liées aux guerres d'extension du territoire) : en effet, les gouvernements grecs successifs préférèrent recourir à l'endettement plutôt que d'augmenter les impôts. Les emprunts extérieurs servirent en large partie à acheter des équipements dans les pays créanciers. Les taux d'intérêt versés sur la dette étaient particulièrement élevés, ce qui en faisait un placement plus rentable que l'investissement dans les entreprises.

L'Etat grec était à sa création sensiblement moins étendu qu'actuellement, et n'atteignit ses frontières actuelles que par une série de guerres. On peut dire que ce n'est qu'au début du 20<sup>ème</sup> siècle (avec l'arrivée au pouvoir du premier ministre Venizelos en 1910) qu'a été entrepris un réel début de modernisation de l'Etat et de l'économie. Cependant l'histoire grecque a continué d'être agitée. Après un conflit désastreux avec la Turquie (qui a abouti à la « Grande catastrophe » de 1922), l'occupation allemande lors de la Deuxième Guerre mondiale y a été particulièrement dure et, au sortir de la guerre, les infrastructures étaient en ruines. Anglais et Américains mirent ensuite tout leur poids du côté de la monarchie et de la droite grecques pour écraser les communistes lors de la guerre civile. Un coup d'Etat militaire avec soutien américain eut lieu en 1967. La tension avec la Turquie voisine était utilisée pour justifier des achats considérables de matériel militaire. Tout cela a pesé sur le développement économique.

Un Etat tardif et un capitalisme spécifique : lors de l'indépendance, l'essentiel de la bourgeoisie grecque était extérieure aux frontières du nouvel Etat grec ; elle se trouvait dans les îles, à Istanbul, à Smyrne (devenue Izmir), etc. Les Grecs jouaient un rôle essentiel dans l'économie de l'empire ottoman, notamment dans le commerce et la banque. Cette situation fut radicalement mise en cause par l'échec de la tentative de l'Etat grec de mettre la main sur toute la Turquie d'Europe et une partie de l'Asie mineure au lendemain de la Première Guerre mondiale : lors de la « Grande catastrophe », 1 300 000 Grecs d'Asie durent partir (et 400 000 « Turcs » furent expulsés dans l'autre sens).

Une partie des capitaux et du savoir-faire de cette bourgeoisie fut investie dans l'Etat grec (à l'image de la famille Onassis, originaire de Smyrne). Mais le bastion le plus puissant de la bourgeoisie grecque avait disparu. L'héritage de cette bourgeoisie essentiellement financière et marchande se perpétue à travers deux caractéristiques du capitalisme grec moderne : l'importante internationalisation de certains secteurs (surtout l'armement maritime) et son moindre développement industriel.

L'économie de l'Etat grec est longtemps restée dominée par l'agriculture, le commerce et les activités maritimes. Le déficit commercial est chronique ; le pays importe des céréales, des carburants et des produits manufacturés et exporte des produits agricoles et quelques métaux. Le développement du capitalisme moderne grec est donc lent. Même si des infrastructures sont progressivement mises en place et si la production industrielle progresse après la Première Guerre mondiale, en dehors de l'armement maritime, le capitalisme grec ne décolle vraiment que dans les années 1950.

### **Des années « glorieuses » particulières**

Jusqu'à la crise de 1973, le capitalisme et l'industrie prirent leur envol sur une double base : forte intervention de l'Etat et recours au capital étranger, car le capital grec était plutôt attiré par l'immobilier, le commerce et l'étranger. La croissance était forte : de 6 à 7 % par an entre 1950 et 1970.

La production d'électricité (nationalisée) fut multipliée par plus de six entre 1959 et 1973. L'agriculture se modernise et sa production augmente. Le tourisme prit son essor. La marine se reconstitua, se concentrant (trois armateurs contrôlant un tiers du tonnage) et devenant la première du monde dans la décennie 1960 (un peu plus de la moitié de la flotte seulement naviguait sous pavillon grec). En 1963 s'ouvrit la première usine sidérurgique grecque. A la fin des années 1960, le capital étranger contrôlait le tiers du total des actifs industriels et encore plus dans les nouveaux secteurs (cf. Péchiney pour l'aluminium). Dans les industries traditionnelles (agroalimentaire, textile), les entreprises étaient de très petite taille.

Cependant, cette nouvelle industrialisation ne satisfaisait pas aux besoins de la Grèce en biens d'équipement et biens de consommation modernes, qui devaient être importés. Les exportations étaient dominées par les produits agricoles. Par ailleurs, ces années « glorieuses » du capitalisme grec se distinguent de la même période en Europe occidentale par le fait qu'elles venaient après une défaite sanglante du mouvement ouvrier : les salaires étaient faibles, la protection sociale restait dérisoire et les inégalités progressaient. Le taux de profit était élevé.

Après la chute de la dictature, la Grèce subit le contrecoup de la crise des années 1970. Les secteurs industriels modernes progressaient peu à l'exception de la production pharmaceutique (l'industrie représentait 20 % de l'emploi et 23 % du PIB). L'Etat continuait de jouer un rôle majeur et les salaires commençaient à augmenter (la liberté syndicale était rétablie). En 1981, la Grèce intégra l'Union européenne. Elle bénéficia alors de transferts financiers européens mais, globalement, le capitalisme grec résista mal au choc de l'ouverture de son marché intérieur et les échanges commerciaux se détériorèrent.

En 1981 aussi, la gauche non communiste (le PASOK) remporta les élections législatives. Une politique économique keynésienne fut lancée et le système de protection sociale, considérablement renforcé. Le niveau de vie des classes populaires augmenta. Cette politique keynésienne dans un contexte de crise du capitalisme, et compte tenu des faiblesses structurelles de l'appareil productif grec, contribua également au déficit du commerce extérieur. La fiscalité ne fut pas réformée, d'où un déséquilibre budgétaire (accru par les recrutements clientélistes dans la fonction publique).

En 1985, le gouvernement toujours dirigé par le PASOK se convertit à la rigueur budgétaire, aux privatisations et

aux réformes libérales de la protection sociale. La croissance revient au milieu des années 1990 (FMI et OCDE se félicitent du succès grec) mais les déficiences de l'appareil industriel perdurent, le commerce extérieur est déficitaire de même que le budget. En effet, la fiscalité n'est toujours pas réformée. Quant au taux de profit, il n'est pas revenu au niveau antérieur à la crise des années 1970.

La dette publique est passée de 22,9 % du PIB en 1980 à 47,8 % en 1985 et à 79,6 % en 1990, puis à 111,6 % en 1996 (en nécessitant de plus en plus un afflux de capitaux extérieurs). Pour expliquer sa progression, l'accent est souvent mis sur le déséquilibre des finances publiques, d'autant que les chiffres ont été dans le passé manipulés. Effectivement, la Grèce a enregistré un déficit budgétaire chronique, mais le tableau ci-après montre qu'il relève avant tout de recettes insuffisantes : en pourcents du PIB, les dépenses publiques de la Grèce ont été, durant la période 1995-2002, en moyenne équivalentes à celles de l'Union européenne, alors que ses recettes se situaient à un niveau sensiblement moins élevé.

## Finances publiques

Moyenne 1995-2012 (% du PIB)

	Union européenne (15 pays)	Grèce	Ecart
<b>Dépenses publiques</b>	<b>48,1</b>	<b>48,7</b>	<b>0,6</b>
<b>Recettes publiques</b>	<b>45</b>	<b>41,4</b>	<b>-3,7</b>
<b>Déficit</b>	<b>-3</b>	<b>-7,3</b>	<b>4,3</b>

Source: Eurostat, government finance statistics.

L'observation des recettes fiscales montre la faiblesse de celles tirées de l'impôt sur le revenu. Les salariés n'y échappent pas. Par contre, les nombreux non salariés (commerçants, artisans, patrons de PME, membres des professions libérales...) sous-déclarent leurs revenus, voire bénéficient d'avantages fiscaux (comme les paysans). Il faut ajouter à cela les privilèges des armateurs (qui sont même inscrits dans la Constitution) et de l'Eglise orthodoxe.

Sous-jacent à cette structure fiscale, se trouve donc le système d'alliances de classes qui structure la société grecque. Les dépenses publiques ne sont pas excessives par rapport à la norme européenne, mais leur examen montre la faiblesse des dépenses sociales au sens large (éducation, santé et protection sociale) alors que les dépenses militaires et liées à la dette sont élevées et que le poids des salaires de la fonction publique est en ligne avec la moyenne européenne.

La Grèce ne dépense donc pas trop (« ne vit pas au-dessus de ses moyens »), mais les classes dominantes et les grands partis (droite et PASOK des années 1980) ont organisé depuis des années un système d'inefficacités voulues (il n'existe pas de fichier d'entreprises satisfaisant, alors qu'entre 1945 et au moins 1974, l'Etat grec s'est donné les moyens de ficher des millions de personnes soupçonnées de sympathies de gauche), de privilèges fiscaux et de clientélisme qui conduit à des gaspillages et à une corruption dont certains bénéficient.

La Grèce du début des années 2000 est donc bien un capitalisme « dépendant et rentier ». C'est ce capitalisme qui a été confronté à l'impact de l'insertion dans la zone euro et de la crise économique internationale.

Henri Wilno